

La paix en Ukraine : deux gagnants, deux perdants

Il était temps : après avoir cru, pendant presque quatre ans, que l'Ukraine pouvait battre la Russie grâce à l'aide militaire et économique des Européens et des Américains, on a enfin arrêté de rêver. Soyons clairs. Toutes et tous, y compris l'auteur de cet article, on aurait voulu voir l'autocrate sanguinaire Vladimir Poutine perdre. Au final, cela ne coûte rien de rêver.

Mais si on avait regardé en face la réalité sur le terrain, on aurait compris tout de suite que la victoire de l'Ukraine était impossible. Et c'est juste magnifique de voir que l'on s'assoit, enfin, autour d'une table pour discuter de paix.

Inutile de revenir sur le sujet « *pays agressé, pays agresseur* ». On le connaît. C'est indiscutable. Inutile de discuter de la politique du gouvernement ukrainien contre la partie russophile et russophone de la population ukrainienne depuis, au moins, 2014. Ce n'est pas le but de cet article. Disons juste que Poutine a justifié son attaque du 24 février 2022 avec la nécessité pour son pays de ne pas voir l'Ukraine entrer dans l'OTAN. Disons aussi que les négociateurs ukrainiens avaient, selon leurs déclarations, fêté avec du champagne les conditions posées par les négociateurs russes en avril 2022 pour la fin de la « *campagne militaire spéciale* ». Oui, avril 2022. La guerre aurait pu s'arrêter là, sans pertes de territoires pour l'Ukraine. Il y a presque 4 ans. Il y a environ 1 million de morts.

Mais, quatre ans après, que reste-t-il des promesses, des proclamations, de la propagande des États-Unis, de Biden et de l'Europe ? Quelles seront, probablement, les conditions finales que l'Ukraine sera obligée d'accepter ? Cette paix verra deux gagnants et deux perdants. Dans le premier camp, il y aura l'Amérique de Trump et la Russie de Poutine. Dans le deuxième, l'Ukraine et, surtout, l'Europe. De l'Ukraine, je n'en parlerai pas. La situation est tellement évidente que d'en parler me semblerait presque de l'acharnement. *Ora pro Kiev*, je dirais, et stop.

Partons des États-Unis : Trump, encore une fois, se démontre homme de paix. Malgré tout ce que l'on peut penser de lui et de ses méthodes grossières, il reste le seul qui n'a pas, pendant ses années en tant que Président, ouvert de nouvelles guerres. En même temps, pendant cette guerre russo-ukrainienne, il a imposé à beaucoup de pays de l'Europe d'acheter le gaz américain, à la place du gaz russe. Lequel était, au passage, moins cher et de meilleure qualité. Il a aussi imposé aux pays européens d'acheter des armes via l'OTAN, qui les achète des États-Unis. Jackpot.

La victoire de la Russie est le miroir de la défaite complète, indéniable, attendue et brûlante de l'Europe. Pendant presque quatre ans, deux phrases ont été répétées par les politiciens européens et, par conséquent, par les journaux qui leur faisaient la propagande : « *Avec l'Ukraine jusqu'à la victoire* » et « *L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est un processus inéluctable* ». Or, l'Ukraine a perdu, et Trump a déclaré que « *l'Ukraine n'entrera pas dans l'OTAN. Certaines choses ne peuvent pas changer* ». La Russie avait commencé

cette guerre pour que l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN. Si tel est le cas, la Russie aura gagné, l'Ukraine et l'Europe auront perdu. C'est un fait objectif. Point. Set. Match !

Comment feront, maintenant, les dirigeants européens pour ne pas avouer la défaite ? Qu'est-ce qu'ils feront dire à leurs *journalistes* du système ? La propagande est déjà en marche, et elle se base sur deux sujets. Dire qu'ils sont faibles est un euphémisme.

Le premier, c'est que l'Ukraine, bien qu'elle ne devienne pas membre de l'OTAN, sera protégée par l'article 5 des statuts de l'OTAN. Eh bien, que dit cet article ? Il dit que, en cas d'attaque armée contre un des pays membres de l'OTAN, chacun des autres pays de l'OTAN « *... assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée...* ».

Donc, une défense armée de l'Ukraine de la part des autres pays de l'OTAN, en cas d'attaque future, est une possibilité, pas du tout une obligation pour aucune des autres parties qui ont signé ces statuts. Ça vaut pour l'Ukraine, comme pour tous les pays qui font intégralement partie de l'OTAN.

Le deuxième argument : grâce à la courageuse résistance ukrainienne et aux aides militaires et financières américaines et européennes, la Russie n'est pas arrivée à conquérir toute l'Ukraine. La Russie n'a jamais eu comme objectif la conquête de l'Ukraine. Elle est déjà le plus grand pays du monde : que ferait-elle d'autres territoires, qui seraient, en plus, pour la plupart, hostiles à la Russie ? La Russie, avant le 24 février 2022, occupait déjà environ 7 % du territoire ukrainien. Aujourd'hui, elle en occupe environ le 21 %. Pas grand-chose, direz-vous, après 4 ans de guerre et presque 1 million de morts. Bah, si ! ... car dans ce 21 % du territoire ukrainien il y a, parmi d'autres choses, le 40 % des ressources minières, presque le 80 % de la production du charbon, la plus grande industrie d'acier ainsi que la plus grande centrale nucléaire ukrainienne (et l'une des plus grandes d'Europe). La Russie a, maintenant, le contrôle sur la Mer d'Azov et a fortement limité l'accès à la mer de l'Ukraine.

Poutine est un autocrate et un dictateur sanguinaire. Cela ne fait pas débat. Mais il a gagné et dicte ses conditions. Si nos dirigeants européens avaient vraiment à cœur la situation du peuple ukrainien, ils n'auraient jamais dû droguer le président Zelensky d'une idée de toute-puissance, ni le convaincre qu'il pouvait gagner contre le géant russe. Ils auraient dû encourager les accords de paix déjà pris en avril 2022, arrêter de croire (avec les États-Unis de Biden) à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, et ainsi sauver des milliers de vies ukrainiennes et russes. Si Poutine est l'agresseur, l'Europe n'est pas la défenseuse du peuple ukrainien qui est, au fond, la vraie victime de ce suicide politico-militaire occidental.

Dr Berardino De Bari, Neuchâtel